REÇU EN PREFECTURE
le 20/04/2023
Application agréée E-legalite.com
99_DE-091-219106499-20230417-2023_021-DE

**REPUBLIQUE FRANÇAISE**

Département de L'Essonne
Membres
afférents au Conseil : 23
en exercice : 23
ayant pris part à la délibération : 22
Date de convocation : 13 avril 2023
Date d'affichage : 13 avril 2023

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE DE VERT LE PETIT**
**DÉLIBÉRATION DE LA SÉANCE DU 17 avril 2023**

Le 17 avril deux mille vingt-trois, à vingt heures, le conseil municipal, de la commune de Vert le petit, dûment convoqué le 13 avril deux mille vingt-trois s'est réuni sous la présidence de Laurence BUDELOT, Maire.

**Présidente :** Laurence BUDELOT

**Étaient présents :** Laurence BUDELOT, Jean-Michel LEMOINE, Marie-José BERNARD, Vincent MERCIER, Laure VIEIRA, Gérard BOULANGER, Jennifer ARNAUD, Arnaud DALMAI, Patricia AUER, Denis BOULANGER, Audrey L'HER, David DUNEAU, Eliane ZÉNÉRÉ, Sylviane MAZET, Sophie MERCIER, Olivier HOURDOU, Vincent BERNIER, Chantal MASSILAMANY, Laurent BÉGOT, François-Jean LEROY

**Absents excusés ayant donné pouvoir :**
Miguel PAIVA ayant donné pouvoir à Denis BOULANGER,
Odile BÉOT ayant donnée pouvoir à Chantal MASSILAMANY

**Absent excusés :**
Daniel ROUM

**Secrétaire de séance :** est désignée comme secrétaire de séance Patricia AUER

## 2023–011 ADOPTION DU PROCES-VERBAL DU 27 MARS 2023

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le procès-verbal du Conseil Municipal du 27 mars 2023 communiqué à chacun des membres du Conseil

**Les membres du conseil municipal siégeant lors de la séance du 27 mars 2023**
**Après avoir délibérés à L'UNANIMITE,**

**APPROUVENT** le procès-verbal du Conseil Municipal du 27 mars 2023

Fait les jours, mois et an que dessus
et ont signé au registre les membres présents
POUR EXTRAIT CONFORME
A Vert le Petit, le 19 avril 2023

Le Maire,
Laurence BUDELOT

REÇU EN PREFECTURE
le 20/04/2023
Application agréée E-legalite.com
99_DE-091-219106499-20230417-2023_021-DE

Département de l'Essonne
---
**MAIRIE DE**
**VERT LE PETIT**
**91710**
*Tél : 01.64.93.24.02*

# CONSEIL MUNICIPAL

**Séance du 27 mars 2023**

**Procès-verbal**

Le 27 mars deux mille vingt-trois, à vingt heures, le conseil municipal, de la commune de Vert le petit, dûment convoqué le 23 mars deux mille vingt-trois s'est réuni sous la présidence de Laurence BUDELOT, Maire.

**Présidente :** Laurence BUDELOT

**Étaient présents :** Laurence BUDELOT, Jean-Michel LEMOINE, Marie-José BERNARD, Vincent MERCIER, Laure VIEIRA, Gérard BOULANGER, Jennifer ARNAUD, Arnaud DALMAI, Patricia AUER, Denis BOULANGER, Audrey L'HER, Eliane ZÉNÉRÉ, Miguel PAIVA, Sylviane MAZET, Daniel ROUM, Sophie MERCIER, Odile BÉOT, Vincent BERNIER, Chantal MASSILAMANY, Laurent BÉGOT, François-Jean LEROY

**Absents excusés ayant donné pouvoir :**

**Absent excusés :**
David DUNEAU, Olivier HOURDOU

**Secrétaire de séance :** est désigné comme secrétaire de séance Denis BOULANGER

**Début de séance :20h10**

## 2023–011 ADOPTION DU PROCES-VERBAL DU 6 FEVRIER 2023

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le procès-verbal du Conseil Municipal du 6 février 2023 communiqué à chacun des membres du Conseil

**Les membres du conseil municipal siégeant lors de la séance du 6 février 2023**
**Après avoir délibérés à la majorité,**

**APPROUVENT** le procès-verbal du Conseil Municipal du 6 février 2023

**Pour : 17**
**Abstention : 4 (BÉOT, BERNIER, MASSILAMANY, BEGOT)**

REÇU EN PREFECTURE
le 20/04/2023
Application agréée E-legalite.com
99_DE-091-219106499-20230417-2023_021-DE

Vincent BERNIER demande une correction qui n'a pas été apportée.

## 2023-012 TARIFS DES SORTIES JEUNES

**CONSIDERANT** le cout global des activités jeunes proposées

**CONSIDERANT** la volonté de la municipalité de favoriser la pratique d'activités ludiques pendant les vacances scolaires et de soutenir financièrement les familles

Et après avoir entendu l'exposé de Madame VIEIRA, maire adjointe à l'enfance et la jeunesse,
le Conseil Municipal, après avoir délibéré **à la majorité,**

**FIXE** le tarif des activités jeunes

**Sorties 6-10 ans**

Une sortie Cinéma (Mario Bros) :
Tarif 1er enfant : 10€
Tarif à partir du 2ème enfant issu de la même famille : 8€

Une sortie Mer de sable :
Tarif 1er enfant : 39€
Tarif à partir du 2ème enfant issu de la même famille : 37€

**Sorties 11-17 ans :**

Une sortie TAG (touch active game) :
Tarif 1er enfant : 15€
Tarif à partir du 2ème enfant issu de la même famille : 13€

Une sortie Nigloland :
Tarif 1er enfant : 51€
Tarif à partir du 2ème enfant issu de la même famille : 49€

**Pour : 20**
**Contre : 1 (LEROY)**

François-Jean LEROY demande des précisions sur la tarification proposée pour la sortie jeunes cinéma qu'il trouve élevée.

Laure VIEIRA indique que le tarif inclus les frais d'accompagnement et de transport. Elle précise que la municipalité prend à sa charge environ 50% du coût et que les frais de transport ont fortement augmenté

Laurence BUDELOT dit qu'il serait possible d'envisager du co-voiturage avec les parents afin de réduire le coût.

## 2023–013 APPROBATION DU COMPTE DE GESTION 2022

**VU** l'avis favorable de la commission communale vie locale du 20 mars 2023,
**VU** le compte de gestion et l'état de l'actif présentés par le comptable municipal,

REÇU EN PREFECTURE
le 20/04/2023
Application agréée E-legalite.com
99_DE-091-219106499-20230417-2023_021-DE

**CONSIDERANT** la situation comptable au 31 décembre 2022,

**CONSIDERANT** que le compte de gestion 2022, état de l'actif au 31 décembre 2022 et le compte administratif 2022 présentent des résultats identiques garantissant ainsi la concordance de l'ensemble des opérations enregistrées par l'ordonnateur et le comptable

Et après avoir entendu l'exposé de Sophie MERCIER, rapporteur du budget,

Le Conseil Municipal, après avoir délibéré **à l'unanimité,**

**APPROUVE** le compte de gestion du trésorier municipal pour l'exercice 2022 tel qu'annexé, et le déclare en conformité avec le compte administratif 2022 dressé par l'ordonnateur.

**DIT** que ce compte de gestion, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de sa part sur la tenue des comptes.

## 2023-014 APPROBATION DU COMPTE ADMINISTRATIF 2022

**VU** le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2121- 14, L.2121-21 et L.2121-29 relatifs à la désignation d'un président autre que le maire pour présider au vote du compte administratif et aux modalités de scrutin pour les votes de délibérations,

**VU** le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.1612-12 et L.2121-31 relatif à l'adoption du compte administratif et du compte de gestion,

**VU** la loi 92-125 du 6 février 1992 portant sur l'Administration Territoriale de la République,

**VU** le Compte de Gestion de l'exercice 2022 dressé par le Comptable public,

**VU** l'avis favorable de la commission communale « vie locale » du 20 mars 2023,

Et après avoir entendu l'exposé de Sophie MERCIER, rapporteur du budget, et délibéré, Madame le Maire s'est absentée

Le Conseil Municipal, présidé provisoirement par Madame Marie-José BERNARD, 1ère adjointe au Maire, après avoir délibéré **à la majorité,**

**ADOPTE** le compte administratif 2022 comme suit :

**Pour : 16**
**Abstention : 4 (BÉOT, BERNIER, MASSILAMANY, BEGOT)**

Vincent BERNIER demande des précisions sur l'article 615 231 – Entretien, réparations voirie.
Sophie MERCIER indique qu'il y a un report de charge sur le budget primitif 2023 car des contrats de voiries pour les réparations vont être entrepris et que les urgences ont été réalisées et qu'une partie sera intégrée dans l'opération du centre-bourg.

Vincent BERNIER demande des précisions sur l'article 615 232 – Entretien réparations réseaux.
Sophie MERCIER indique un report de charge sur le budget primitif.

Vincent BERNIER demande des précisions sur l'article 6 288 – autres services extérieurs.

REÇU EN PREFECTURE
le 20/04/2023
Application agréée E-legalite.com
99_DE-091-219106499-20230417-2023_021-DE

Sophie MERCIER précise qu'il s'agit des charges pour le concert.
Elle dit qu'avec la nouvelle nomenclature ce type de charge passe en honoraire et plus en location.

Vincent BERNIER demande de précisions concernant l'article 6 535 – Formation.
Sophie indique un report de charge

Vincent BERNIER demande des précisions concernant l'article 6 712 – Amende fiscales et pénales.
Sophie MERCIER indique que cette ligne ne l'a pas interpellée.

Vincent BERNIER demande des précisions sur l'augmentation des recettes.
Sophie MERCIER indique qu'il s'agit du versement d'une subvention de recensement.

Vincent BERNIER demande des précisions sur l'article 74 718 – Autres participations Etat.
Sophie MERCIER dit qu'il s'agit d'une subvention qui n'était pas prévue.

Vincent BERNIER demande des précisions l'article 7 062-Redevances services à caractère culturel.
Sophie MERCIER indique qu'il s'agit des recettes de la billetterie du concert.

Chantal MASSILAMANY demande des précisions relatives à l'amende fiscale.
Laurence BUDELOT indique que cette amende a été payé car la mairie est dans l'obligation de dénoncer la personne ayant commis une infraction avec un véhicule appartenant à la mairie.
Elle indique que le conducteur n'a pas été dans un premier temps dénoncé.

Vincent BERNIER demande des précisions sur l'article 2 115 – terrains bâtis.
Laurence BUDELOT indique la municipalité cherche une solution pour ne pas récupérer le terrain pré Galon de l'EPF.
Elle dit que le propriétaire envisage un aménagement sur la partie constructible de ce terrain en préservant l'espace boisé ouest et sans passage sur cette parcelle.

Vincent BERNIER demande des précisions sur l'article 2 128 – Autres agencements et aménagements.
Sophie MERCIER indique que ces points sont abordés dans le budget.

Vincent BERNIER demande des précisions sur le matériel de transports.
Sophie MERCIER indique que le véhicule électrique budgété pour le service technique se fera sur 2023.

Vincent BERNIER demande des précisions sur la taxe d'aménagement.
Laurence BUDELOT indique que les démarches administratives pour récupérer la taxe d'aménagement a pris du retard et qu'elles seront perçues en 2023.

Vincent BERNIER demande des précisions sur la FCTVA.
Sophie MERCIER précise que le changement de nomenclature a retardé le versement.

Vincent BERNIER demande des précisions d'investissement sur les dépenses du fonds de vallée.
Sophie MERCIER indique qu'il s'agit d'un transfert de ligne.

Vincent BERNIER demande des précisions concernant le prolongement de l'avenue général de Gaulle.
Sophie MERCIER dit que l'opération est annulée car il s'agit d'un terrain agricole.

## 2023–015 AFFECTATION DU RESULTAT

**VU** l'avis favorable de la commission communale vie locale du 20 mars 2023,

Lorsque le résultat de la section d'exploitation est excédentaire, la reprise s'effectue dans les conditions suivantes :
- l'excédent de la section de fonctionnement est affecté en priorité à la couverture du besoin de financement de la section d'investissement ;
- le solde disponible peut être inscrit : soit en section de fonctionnement, soit en section d'investissement.

**CONSIDERANT** l'excédent de fonctionnement de 1 129 013,54€ et l'excédent d'investissement de 476 252,61€ constatés pour l'exercice 2022,

REÇU EN PREFECTURE
le 20/04/2023
Application agréée E-legalite.com
99_DE-091-219106499-20230417-2023_021-DE

Le conseil municipal après en avoir délibéré **à l'unanimité,**

**AFFECTE** les résultats comme suit :

Compte R 002 Excédent reporté en fonctionnement : 1 129 013,54€
Compte R001 Excédent reporté en investissement : 476 252 ,61€

## 2023–016 VOTE DES TAUX

**VU** l'avis favorable de la commission communale vie locale du 20 mars 2023,
Après avoir entendu l'exposé de Sophie MERCIER, rapporteur du budget

Le conseil municipal après en avoir délibéré **à l'unanimité,**

**FIXE** les taux des taxes directes locales pour l'année 2023 comme suit :

- **Foncier bâti : 36,25 % (**commune 19,88 % + département 16,37 %)
- **Foncier non bâti : 54,00 %**
- **Taxe habitation : 18,80 %** (Sur les résidences secondaires et logements vacants ainsi que les autres locaux meublés non affectés à l'habitation principale)

## 2023–017 VOTE DES SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L. 2311-7

Considérant qu'en vertu de l'article L. 2311-7 précité, l'attribution des subventions donne lieu à une délibération distincte du vote du budget,

**VU** la délibération 2022-3 du 15 février 2022 relative à l'ouverture de crédits de fonctionnement pour l'exercice 2022

**VU** l'avis favorable de la commission communale « vie locale » du 20 mars 2023,

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur Gerard BOULANGER, adjoint au Maire en charge des associations, et en avoir délibéré,

Le conseil municipal après en avoir délibéré à **l'unanimité,**
**VALIDE** les subventions ci-dessous :

| ASSOCIATIONS | Montant de la subventions |
|---|---|
| AVAG | 200 € |
| ANCIENS COMBATTANTS | 500 € |
| ASCEV | 2 000 € |
| CAISSE DE SOLIDARITE | 16 000 € |
| CHAPEAU CLAC | 1 000 € |
| CLUB AUDIOVISUEL DU BOUCHET | 400 € |
| COMITE DES FETES | 5 500 € |

REÇU EN PREFECTURE
le 20/04/2023
Application agréée E-legalite.com
99_DE-091-219106499-20230417-2023_021-DE

| | |
|---|---|
| COOPERATIVE SCOLAIRE ELEMENTAIRE | 1 400 € |
| COOPERATIVE SCOLAIRE MATERNELLE | 2 400 € |
| FOYER RURAL | 7 400 € |
| GLAS AR BIHAN | 1 000 € |
| LADJAL BOXING CLUB | 1 000 € |
| PETANQUE VERTOISE | 800 € |
| STE CIVILE DES DROITS DE CHASSE | 800 € |
| STADE OLYMPIQUE VERTOIS (FOOTBALL) | 9 000 € |
| STADE VERTOIS ATHLETISME | 5 500 € |
| STADE VERTOIS TENNIS | 6 800 € |
| VERTILOUPS | 850 € |
| LES POUDRIERES D'ESCAMPETTE | 2 800 € |
| ASSO DES JEUNES SAPEURS POMPIERS ITTEVILLE/BALLANCOURT | 300 € |
| AMICALE DES SAPEURS-POMPIERS VERT LE GRAND | 400 € |
| ASSO SOCIO EDUCATIVE COLLEGE BALLANCOURT | 500 € |
| CCAS | 60 000 € |
| CAISSE DES ECOLES | 13 200 € |

Le conseil municipal après en avoir délibéré à la **majorité**
**VALIDE** les subventions ci-dessous :

| ASSOCIATIONS | Montant de la Subvention |
|---|---|
| BIEN VIEILLIR ET RESTER AU VILLAGE (BVRV) | 1 800,00 € |

**Pour : 20**
**Abstention : 1 (BÉOT)**

| ASSOCIATIONS | Montant de la Subvention |
|---|---|
| STE CIVILE DES DROITS DE CHASSE | 800,00 € |

**Pour : 20**
**Contre : 1 (LEROY)**

| ASSOCIATIONS | Montant de la Subvention |
|---|---|
| STADE VERTOIS ATHLETISME | 5 500 € |

**Pour : 20**
**Abstention : 1 (MERCIER S)**

Chantal MASSILLAMANY demande des précisions sur l'écart entre la subvention de l'école maternelle et l'école élémentaire
Gérard BOULANGER indique que l'écart s'explique du fait de la trésorerie existante.

Chantal MASSILAMANY demande des précisions sur le non versement de subvention pour l'école de pêche.
Gérard BOULANGER précise que l'école de pêche avait disparu. Il dit que celle-ci est en cours de réouverture et qu'il n'y a pas eu de dépôt de dossier à ce sujet.
Patricia AUER indique que lors de la période du covid, il n'y a pas eu d'adhérent et que par conséquent la subvention versée cette année-là, n'a pas servi.
Elle dit que la mairie n'est pas la seule entité à leur verser des subventions.

REÇU EN PREFECTURE
le 20/04/2023
Application agréée E-legalite.com
99_DE-091-219106499-20230417-2023_021-DE

**2023–018 VOTE DU BUDGET PRIMITIF 2023**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le Compte Administratif 2022 du budget communal,
**VU** la délibération 2023-015 affectant le résultat de l'exercice 2022
**VU** l'avis favorable de la commission communale vie locale du 20 mars 2023,

**Madame le Maire précise que le budget est voté au chapitre**

Présentation du Budget Primitif 2023, qui s'équilibre de la manière suivante :

| | |
|---|---|
| Dépenses d'investissement : | 1 885 473,27 € |
| Recettes d'investissement : | 1 885 473,27 € |
| Dépenses de fonctionnement : | 5 676 035,15 € |
| Recettes de fonctionnement : | 5 676 035,15 € |

Le total du budget s'établissant à :

| | |
|---|---|
| TOTAL DEPENSES : | 7 561 508,42 € |
| TOTAL RECETTES : | 7 561 508,42 € |

Le conseil municipal après en avoir délibéré à **la majorité**

# SECTION DE FONCTIONNEMENT

DEPENSES PAR CHAPITRE

| | | |
|---|---|---|
| 011 | CHARGES A CARACTERE GENERAL | 1 818 967,92 |

**Pour : 17**
**Contre : 2 (BÉOT, MASSILAMANY)**
**Abstention : 2 (BERNIER, BÉGOT)**

| | | |
|---|---|---|
| 012 | CHARGES DE PERSONNEL | 2 579 600,00 |

**Pour : 17**
**Abstention : 4 (BÉOT, BERNIER, MASSILAMANY, BÉGOT)**

| | | |
|---|---|---|
| 014 | ATTENUATIONS DE PRODUITS | 60 230,00 |

**Pour : 17**
**Abstention : 4 (BÉOT, BERNIER, MASSILAMANY, BÉGOT)**

| | | |
|---|---|---|
| 65 | AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE | 279 917,00 |

REÇU EN PREFECTURE
le 20/04/2023
Application agréée E-legalite.com
99_DE-091-219106499-20230417-2023_021-DE

**Pour : 17**
**Abstention : 4 (BÉOT, BERNIER, MASSILAMANY, BÉGOT)**

| | | |
|---|---|---|
| 66 | CHARGES FINANCIERES | 24 373,00 |

**Pour : 17**
**Contre : 4 (BÉOT, BERNIER, MASSILAMANY, BÉGOT)**

| | | |
|---|---|---|
| 67 | CHARGES EXCEPTIONNELLES | 120,00 |

**Pour : 17**
**Contre : 4 (BÉOT, BERNIER, MASSILAMANY, BÉGOT)**

| | | |
|---|---|---|
| 68 | DOTATION AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS | 1 100,00 |

**Pour : 17**
**Abstention : 4 (BÉOT, BERNIER, MASSILAMANY, BÉGOT)**

| | | |
|---|---|---|
| 023 | VIREMENT A SECTION INVESTISSEMENT | 898 714,52 |

**Pour : 17**
**Abstention : 4 (BÉOT, BERNIER, MASSILAMANY, BÉGOT)**

| | | |
|---|---|---|
| 042 | OPERATIONS D'ORDRE ENTRE SECTIONS | 13 012,71 |

**Pour : 17**
**Abstention : 4 (BÉOT, BERNIER, MASSILAMANY, BÉGOT)**

RECETTES PAR CHAPITRE

| | | |
|---|---|---|
| 013 | ATTENUATIONS DE CHARGES | 35 000,00 |

**Pour : 17**
**Abstention : 4 (BÉOT, BERNIER, MASSILAMANY, BÉGOT)**

| | | |
|---|---|---|
| 70 | PRODUITS DES SERVICES | 421 741,00 |

**Pour : 17**
**Abstention : 4 (BÉOT, BERNIER, MASSILAMANY, BÉGOT)**

| | | |
|---|---|---|
| 73 | IMPOTS ET TAXES (sauf 731) | 1 723 985,00 |

**Pour : 17**
**Abstention : 4 (BÉOT, BERNIER, MASSILAMANY, BÉGOT)**

| | | |
|---|---|---|
| 731 | FISCALITE LOCALE | 1 412 603,00 |

**Pour : 20**
**Contre :**
**Abstention : 1(BÉOT)**

| | | |
|---|---|---|
| 74 | DOTATIONS SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS | 920 430,61 |

**Pour : 18**
**Abstention : 3 (BÉOT, BERNIER, BÉGOT)**

REÇU EN PREFECTURE
le 20/04/2023
Application agréée E-legalite.com
99_DE-091-219106499-20230417-2023_021-DE

| | | |
|---|---|---|
| 75 | AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE | 31 656,00 |

**Pour : 18**
**Abstention : 4 (BÉOT, BERNIER, MASSILAMANY, BÉGOT)**

| | | |
|---|---|---|
| 77 | PRODUITS EXCEPTIONNELS | 1 500,00 |

**Pour : 17**
**Abstention : 4 (BÉOT, BERNIER, MASSILAMANY, BÉGOT)**

| | | |
|---|---|---|
| 042 | OPERATION D'ORDRE TRANSF.ENTRE SECTIONS | 106,00 |

**Pour : 20**
**Contre :**
**Abstention : 1 (BEOT)**

## SECTION D'INVESTISSEMENT

DEPENSES PAR CHAPITRE

| | | BP 2023 | RAR 2022 |
|---|---|---|---|
| 20 | IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | | 8 660,00 |

**Pour : 17**
**Contre : 3 (BERNIER, MASSILAMANY, BÉGOT)**
**Abstention : 1 (BÉOT)**

| | | BP 2023 | RAR 2022 |
|---|---|---|---|
| 21 | IMMOBILISATIONS CORPORELLES | 388 635,00 | 30 615,85 |

**Pour : 17**
**Contre : 2 (BERNIER, MASSILAMANY)**
**Abstention : 2 (BÉOT, BÉGOT)**

| | | BP 2023 |
|---|---|---|
| 23 | IMMOBILISATIONS EN COURS | 5 273,60 |

**Pour : 17**
**Contre : 2 (BERNIER, MASSILAMANY)**
**Abstention : 2 (BÉOT, BÉGOT)**

| | | BP 2023 |
|---|---|---|
| 16 | EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES | 193 783,58 |

**Pour : 17**
**Contre : 3 (BERNIER, MASSILAMANY, BÉGOT)**
**Abstention : 1 (BÉOT)**

| | | |
|---|---|---|
| 040 | OPERATIONS D'ORDRE TRANSF.ENTRE SECTIONS | 106,00 |

**Pour : 20**
**Abstention : 1 (BÉOT)**

REÇU EN PREFECTURE
le 20/04/2023
Application agréée E-legalite.com
99_DE-091-219106499-20230417-2023_021-DE

OPERATIONS D'EQUIPEMENT

| | BP 2023 | RAR 2022 |
|---|---|---|
| Opération d'équipement n° 154<br>CHAP.20 | | 33 795,00 |

**Pour : 17**
**Contre : 3 (BERNIER, MASSILAMANY, BÉGOT)**
**Abstention : 1 (BÉOT)**

| | BP 2023 | RAR 2022 |
|---|---|---|
| Opération d'équipement n°802<br>CHAP.21<br>CHAP.23 | 3 855,48 | 3 346,56 |

**Pour : 17**
**Contre : 3 (BERNIER, MASSILAMANY, BÉGOT)**
Abstention : 1 (BÉOT)

| | BP 2023 | RAR 2022 |
|---|---|---|
| Opération d'équipement n°803<br>CHAP.21 | | 10 232,40 |

**Pour : 17**
**Abstention : 4 (BÉOT, BERNIER, MASSILAMANY, BÉGOT)**

| | BP 2023 | RAR 2022 |
|---|---|---|
| Opération d'équipement n°808<br>CHAP.21<br>CHAP.23 | 598 841,00 | 40 496,60 |

**Pour : 20**
**Abstention : 1 (BÉOT)**

| | BP 2023 | RAR 2022 |
|---|---|---|
| Opération d'équipement n°809<br>Afférent à l'autorisation de programme 01 2023<br>CHAP.20<br>CHAP.23 | 501 252,00 | 11 230,20<br>34 500,00 |

**Pour : 18**
**Abstention : 3 (BERNIER, MASSILAMANY, BÉGOT)**

| | BP 2023 | RAR 2022 |
|---|---|---|
| Opération d'équipement n°811<br>CHAP.21<br>CHAP.23 | 17 050,00<br>3 800,00 | |

**Pour : 21**

RECETTES PAR CHAPITRE

| CHAP | LIBELLES | BP 2023 | RAR 2022 |
|---|---|---|---|
| 13 | SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT | 11 650,00 | 196 391,28 |

REÇU EN PREFECTURE
le 20/04/2023
Application agréée E-legalite.com
99_DE-091-219106499-20230417-2023_021-DE

**Pour : 17**
**Abstention : 4 (BÉOT, BERNIER, MASSILAMANY, BÉGOT)**

| | | |
|---|---|---|
| 10 | DOTATIONS FONDS DIVERS | 289 452,15 |

**Pour : 17**
**Abstention : 4 (BÉOT, BERNIER, MASSILAMANY, BÉGOT)**

| | | |
|---|---|---|
| 021 | VIREMENT DE SECTION FONCTIONNEMENT | 898 714,52 |

**Pour : 21**

| | | |
|---|---|---|
| 40 | DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS | 13 012,71 |

**Pour : 17**
**Contre : 3 (BERNIER, MASSILAMANY, BÉOT)**
**Abstention : 1 (BÉGOT)**

Vincent BERNIER demande des précisions concernant l'opération 806 – Prolongement du général De Gaulle.
Laurence BUDELOT indique que les opérations sont à 0 car celles-ci sont terminées.

Vincent BERNIER demande des précisions sur l'opération 809 – Requalification du centre-bourg.
Laurence BUDELOT indique qu'il peut avoir des incompréhension suite au passage de la M57 car le CA est basé sur l'ancienne nomenclature. Elle dit qu'il y a eu des dépenses en N-1 sur la requalification du centre-bourg qui sont en reste à réaliser sur 2023 qui vont rentrer dans AP/CP

Vincent BERNIER demande des précisions 731 – Fiscalité locale
Sophie MERCIER précise que les chiffres donnés en commission sont différents de ceux donnés en conseil suite à une erreur matérielle.

Vincent BERNIER demandes précisions au chap.16 – Emprunts et dettes assimilées.
Sophie MERCIER indique que cette réponse sera apportée lors de la poursuite de la présentation.

Vincent BERNIER demande si le budget alloué au charge du personnel intègre la diminution du nombre de personnes reprises au centre Charlie Chaplin.
Laurence BUDELOT indique que les personnes restées au centre Charlie Chaplin ont été intégrées à la masse salariale.

Vincent BERNIER indique que le chapitre 2116 – Cimetières est à 0 mais il précise qu'il y a une problématique au niveau du portail du haut.
Sophie MERCIER indique que des travaux sont prévus au cimetière qui doivent figurer sur une autre ligne.
Marie-José BERNARD indique que le portail de l'entrée est en cours de réalisation et que la stèle est prévue au budget et n'a pas connaissance d'un dysfonctionnement sur l'autre portail.

Vincent BERNIER demande des précisions sur l'article 212 – Agencement et aménagement de terrains.
Sophie MERCIER dit que le changement de nomenclature a réaffecté cette somme sur une autre ligne.

Vincent BERNIER demande des précisions sur le budget alloué à la voirie.
Sophie MERCIER précise que le budget est dispatché et que plus de 60 000€ est passé en budget de fonctionnement.

Vincent BERNIER demande des précisions sur le bâtiment sportif.
Sophie MERCIER indique que cette somme est allouée au local à vélo

Vincent BERNIER demande des précisions sur le budget alloué au fond de vallée.
Sophie MERCIER indique qu'il n'y a plus de reste à réaliser car les travaux ont été fait.

Vincent BERNIER demande des précisions sur l'augmentation de l'opération d'équipement des cours de tennis.
Sophie MERCIER indique que le budget établi prend en compte les nouvelles d'appels d'offres.
Laurence BUDELOT précise qu'il y aura des négociations de tarifs lors des commissions d'appels d'offres.

Vincent BERNIER demande des précisions sur le budget alloué à l'électricité et l'eau
Sophie MERCIER indique que l'incohérence du chiffre résulte du changement de nomenclature.
Laurence BUDELOT précise que les budgets alloués sur ces postes sont doublés pour l'année prochaine par précaution.
Elle dit que les incohérences de chiffres seront revues au niveau du logiciel.

Vincent BERNIER demande des précisions sur l'article de dépenses imprévues.

REÇU EN PREFECTURE
le 20/04/2023
Application agréée E-legalite.com
99_DE-091-219106499-20230417-2023_021-DE

Sophie MERCIER dit que le changement de nomenclature réaffecte les dépenses sur un article différent pour pouvoir faire une imputation comptable.

Vincent BERNIER demande des précisions sur l'article 623 – Publicités, publications, relations publiques.
Sophie MERCIER indique que l'augmentation est due au changement de nomenclature qui intègre dans ce chapitre les honoraires qui correspondent à la location lors du concert.

Chantal MASSILAMANY demande des précisions sur la redevance service à caractère social.
Sophie MERCIER précise que l'augmentation est liée à la recette du centre de loisirs de Charlie Chaplin

Chantal MASSILAMANY demande des précisions sur la somme inscrite pour l'intitulé agent mise à disposition.
Sophie MERCIER indique que suite à la reprise en régie de Charlie Chaplin, il n'y a plus de refacturation du personnel.

Chantal MASSILAMANY demande des précisions sur la somme inscrite pour l'intitulé - Remboursement par des tiers.
Sophie MERCIER précise qu'il s'agit de remboursement déjà reçus.

## 2023-019 VOTE DE L'AP/CP : REQUALIFICATION DU CENTRE BOURG

**VU** les articles L. 2311-3 et R. 2311-9 du Code Général des Collectivités Territoriales,
**VU** l'avis favorable de la commission communale « vie locale » du 20 mars 2023,

Après avoir entendu l'exposé de Sophie MERCIER, rapporteur du budget,

Le Conseil Municipal après avoir délibéré **à la majorité**

**DECIDE** de la création l'AP/CP telle que présentée comme suit

**AUTORISE** Madame le Maire à procéder à la liquidation et au mandatement des dépenses correspondantes aux crédits de paiement de l'année 2023

| OP.809 | AP 2023 | CP 2023 | CP 2024 | CP 2025 | CP 2026 | CP 2027 | C |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| ART.203 AMO-EVO/DJAMO | | 89 850 € | 89 797 € | 160 666 € | 108 132 € | 40 286 € | |
| ART.203 DIAGNOSTICS COMPL+ SPS | | 167 102 € | 69 000 € | 50 400 € | 11 400 € | 5 400 € | |
| ART.203 MOE VRD | | 189 000 € | 189 000 € | 189 000 € | 45 600 € | 17 400 € | |
| ART.203 MO BATIMENTS | | 52 800 € | 97440 € | 142 560 € | 7 200 € | | |
| ART.203 ANNONCES MARCHES | | 2 500 € | | | | | |
| ART.231 TRAVAUX VRD | | | 3 360 000 € | 3 360 000 € | 1 260 000 € | 420 000 € | |
| ART.231 TRAVAUX BATIMENTS | | | 480 000 € | 1 920 000 € | | | |
| ART.231 REVISION DE PRIX/AN | | | 214 262 € | 582 263 € | 214 850 € | 96 617 € | |
| | **13 635 861 €** | **501 252 €** | **4 499 499 €** | **6 404 889 €** | **1 647 182 €** | **579 703 €** | |

**Pour : 17**
**Contre : 4 (BÉOT, BERNIER, MASSILAMANY, BÉGOT)**

Laurence BUDELOT indique que l'AP/CP est établi sur plusieurs années afin d'intégrer le projet de restauration scolaire, la réhabilitation de la poste, une partie de la voirie et évoluera en fonction des subventions.
Elle dit que ce dispositif permet d'anticiper et maîtriser la réalisation du projet qui pourra être décalé dans le temps si nécessaire.
Vincent BERNIER dit que le montant alloué à la requalification du centre-bourg est déraisonnable de par le contexte général compliqué et que ce projet est risqué. La part de subventions est aléatoire, un dérapage des coûts est possible et il faudra peut-être à terme augmenter les impôts.
Il précise que les élus de son groupe sont ouverts à l'idée de redynamiser le centre-bourg mais que la majorité ne dévoile pas les contours précis de son projet.
il dit que le recours à l'outil d'AP/CP va engendrer des dépenses sur le prochain mandat municipal, demander beaucoup d'expertise et de discipline budgétaire, choses dont la commune ne semble pas entièrement disposer. Il votera donc contre cette délibération.

## 2023–020 COMMUNICATION DU RAPPORT DE LA CCVE : DÉVELOPPEMENT DURABLE 2022

REÇU EN PREFECTURE
le 20/04/2023
Application agréée E-legalite.com
99_DE-091-219106499-20230417-2023_021-DE

**VU** l'article L.5211-39 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Le conseil municipal **PREND ACTE** de la communication du document joint :

- Rapport d'activité et du rapport sur le prix et la qualité des services publics 2021

## DECISIONS DU MAIRE

| NUMERO | DATE | OBJET | INFORMATIONS | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 2023-003 | 10/01/2023 | **Contrat de conception graphique** | Objet : | Contrat de conception graphique des revues municipales et des documents d'informations et de conseils en communication | | |
| | | | Prestataire : | Stéphane Huvé Conseils | | |
| | | | Prestation : | Elaboration de la stratégie de communication<br>Création/conception et réalisation textuelle et graphique des magazines municipaux et des documents d'informations de la commune de Vert-le-Petit<br>Création/le suivi des posts des différents réseaux sociaux de la commune de Vert-le-Petit | | |
| | | | Tarif : | 18 666 € TTC | | |
| | | | Date : | du 01/01/2023 au 31/12/2023 | | |
| 2023-004 | 25/01/2023 | **Convention financière du spectacle du printemps des contes** | Prestation : | Représentation de "Les racines rouges" | | |
| | | | Partenaire : | CCVE | | |
| | | | Date : | samedi 8 avril à 14h - Espace Jean-Louis Barrault | | |
| | | | Coût : | 800 € | aide de la CCVE : 500€ | Reste à la charge de la commune : 300€ |
| 2023-005 | 27-janv | **Convention de sortie du centre de loisirs** | objet : | Convention de sortie centre de loisirs au salon de l'agriculture | | |
| | | | Partenaire : | Les caisses locales du crédit agricole mutuel d'idf | | |
| | | | Coût : | Places gratuites | | |
| | | | Date et lieu | 03-03-2023 – Salon de l'agriculture | | |
| 2023-006 | 27/01/2023 | **Modification de l'acte constitutif de la régie de recettes scolaire** | objet : | Suite à la reprise de l'activité "accueil de loisirs" de l'Association C Chaplin il convient de modifier la régie de recettes "Scolaire & Périscolaire" et la renommer "Enfance & Jeunesse" et d'y rattacher les activités "Jeunes" et du "CME" | | |
| 2023-007 | 27/01/2023 | **Modification de l'acte constitutif de la régie de recettes multi-accueil** | Objet : | Suite à la reprise de l'activité halte-garderie de l'Association C Chaplin il convient de modifier la régie de recettes "multi accueil" et la renommer "Petite enfance" | | |
| 2023-008 | 27/01/2023 | **Suppression de la régie de recettes activités jeunes régie d'avance** | Objet : | Suite à la réorganisation du service "enfance et jeunesse" il convient de supprimer la régie de recettes service Jeunes afin de la rattacher à la régie de recettes "enfance et jeunesse" | | |
| 2023-009 | 27/01/2023 | **Création d'une régie d'avance intitulé accueil de loisirs du service** | Objet : | Création d'une régie d'avance pour les dépenses liées aux séjours organisés par l'accueil de loisirs | | |
| | | | Modalités : | Régisseur titulaire : K FOURNIER / Mandataire suppléant | | |

REÇU EN PREFECTURE
le 20/04/2023
Application agréée E-legalite.com
99_DE-091-219106499-20230417-2023_021-DE

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| | | **enfance et jeunesse** | | : X GERMAIN<br>Dépenses autorisées : alimentation art.60623/autres matières et fourn art.6068/Pharmacie art.60628/honoraires médecin art.622 |
| 2023-010 | 06/02/2023 | **Contrat de dératisation** | Objet : | Contrat annuel de dératisation |
| | | | Prestataire : | 3 DHR |
| | | | Coût : | 479,50€ HT |
| | | | Durée : | 4 passages : février - mai - août - septembre - garantie 12 mois |
| | | | Lieu : | Cimetière communal |
| 2023-011 | 06/02/2023 | **Contrat de travaux d'entretien et de sécurité** | Objet | Contrat de dégraissage de hottes, gaines et extracteurs et pompage du bac à graisse |
| | | | Prestataire : | Société QHS |
| | | | Coût : | 3 160€ HT |
| | | | Lieu : | Restaurant scolaire et multi-accueil |
| 2023-012 | 15/02/2023 | **Contrat d'entretien des espaces verts du fonds de vallée** | Objet : | Contrat d'entretien d'espaces vert aux étangs par l'Etablissement et Service d'Aide par le Travail - Fonds de Vallée |
| | | | Prestation : | Travaux d'espace verts de type tonte, tailles des digues et débroussaillage |
| | | | Date : | 1 passage par mois de la période de mars à octobre 2023 |
| | | | Coût : | 12 331,23€ HT |
| 2023-013 | 16/02/2022 | **Avenant - convention archives communales** | Objet : | Evolution du coût et du temps de la mission d'assistance à l'archivage de la mise à disposition d'un agent du CIG de Versailles |
| | | | Coût : | 2 886€ TTC au lieu de 2960€ TTC |
| | | | Durée : | 39h au lieu de 37h |
| 2023-014 | 24/02/2023 | **Demande de subvention régionale - couverture terrain de tennis** | Objet : | Demande de subvention dans le cadre de la réalisation d'un court de tennis couvert |
| | | | Financement : | **DEPENSES** / **RECETTES** |
| | | | | Travaux : 591 786€ / Fonds propres de la commune : 245 893€ |
| | | | | Travaux : 591 786€ / **Subvention Région Ile-de-France : 295 893€** |
| | | | | Travaux : 591 786€ / Participation Fédération/Ligue : 50 000€ |
| 2023-015 | 10/03/2023 | **Convention de partage de frais de transport en bus - sortie CME** | Objet : | Partage de frais de transport - Visite de l'assemblé nationale - Conseil Municipal des Enfants |
| | | | Date : | 17/03/2023 |
| | | | Partenaires : | Vert-le-Grand - Vayres-sur-Essonne et Cerny |
| | | | Montant : | Coût total du transport : 717,53€ TTC / Reste à la charge de la mairie : 179,38€ HT |

Le conseil municipal **PREND ACTE** des décisions du Maire

REÇU EN PREFECTURE
le 20/04/2023
Application agréée E-legalite.com
99_DE-091-219106499-20230417-2023_021-DE

## QUESTIONS DIVERSES

Olivier HOURDOU

1) Pourriez-vous nous communiquer une synthèse financière complète du concert « C'est du Live » ? Pourriez-vous nous détailler le nombre de places vendues ventilées par catégorie de la grille tarifaire votée en conseil municipal ? Quel est le nombre de places offertes ?

Jean-Michel LEMOINE dit qu'une synthèse financière pourra être envoyée. Il indique le nombre de places vendues suivant :

Spectacle de Marianne James
Tarif préventes : 100
Tarif Vertois : 37
Plein tarif : 41
6-15 ans 14
Tarif agents municipaux : 2
Tarif élus 10
Vente flash (au tarif prévente) : 26
Invitations : 66

Concert de Murray HEAD
Tarif préventes :106
Tarif Vertois : 20
Plein tarif : 38
6-15 ans : 15
Tarif agents municipaux : 3
Tarif élus : 6
Vente flash (au tarif prévente) : 26
Invitations : 41

Jean-Michel LEMOINE précise que les invitations comportent celles demandées par la production des artistes, les artistes ayant participer gracieusement à la fête de la musique ainsi que des agents communaux ayant participés à l'organisation de ces évènements.

2) L'installation des luminaires LED au gymnase est une action qui va dans le bon sens ? Qu'est-il prévu pour améliorer l'efficacité énergétique du reste des installations sportives, par exemple des vestiaires ?

Denis BOULANGER répond que le nouveau vestiaire sportif est intégralement équipé en LED. Il précise que le chauffage fonctionne à l'aide d'un programmateur afin de réguler la température en fonction du temps d'occupation.
Il indique également que le remplacement des éclairages du gymnase a permis de passer d'une consommation de 20 000 watt à 5 700 watt.
Il dit que l'ensemble des bâtiments communaux vont être équipés en LED et que cela se fera au fur et à mesure.

3) Pourriez-vous nous faire un bilan des dépenses énergétiques des vestiaires depuis l'an dernier ? A quel montant s'est élevée la consommation annuelle d'électricité ?

Gérard BOULANGER indique qu'il y a un seul tarif jaune qui regroupe le terrain en schiste, vestiaires et les terrains de tennis pour un montant total de 13 471,01€. Il précise que le plus gros poste de dépense concerne l'éclairage du terrain de football qui comprend 4 projecteurs de 2 500W

4) La commune a-t—elle trouvé les pavés décollés que nous avons signalés lors du dernier conseil ? Il s'agissait des pavés dans la rue Amand Louis ainsi qu'à l'intersection entre la rue de l'Essonne et les rues du général Leclerc et Amand Louis.

Laurence BUDELOT indique que monsieur HOURDOU a déjà posé cette question à qui il a été demandé des précisions à ce sujet et qu'il n'a pas donné suite.
Les pavés abîmés ont été identifiés et une intervention aura lieu prochainement.

Questions Odile BÉOT

REÇU EN PREFECTURE
le 20/04/2023
Application agréée E-legalite.com
99_DE-091-219106499-20230417-2023_021-DE

1) Suite à la fermeture récente de plusieurs commerces, que prévoit la commune pour tenter de soutenir les commerces actuels et de redynamiser l'activité économique dans notre village ?

Laurence BUDELOT demande les solutions que pourraient apporter la municipalité et demande de quels commerces il s'agit
Odile BÉOT indique que les serres de Misery ainsi que le restaurant Italien. Elle indique également que la fleuriste prend sa retraite prochainement.
Elle répond que la municipalité peut diffuser des annonces pour une reprise sur les différents supports de communication
Laurence BUDELOT indique qu'il s'agit de bailleur privé et qu'il est possible de diffuser des annonces si les propriétaires contactent la mairie.
Daniel ROUM précise que le bailleur du restaurant de la place de l'église n'a pas pris contact avec la municipalité
Denis BOULANGER précise que la fleuriste compte prendre sa retraite sous condition d'un repreneur
Laurence BUDELOT dit que les serres de Misery sont des terres en location et que l'agriculteur peut décider de reprendre la gérance pour l'exploiter.
Elle précise que dans le cadre de la requalification, le projet est de rendre la place plus visible. Elle précise que la réhabilitation du bâtiment de la Poste et la réorganisation des places de stationnement pourra rendre ce lieu plus attractif.

2) Lors des consultations sur le centre-bourg, les Vertois ont été très nombreux à demander le retour d'un distributeur automatique de billets. Ce projet est-il en cours ?

Laurence BUDELOT indique que ce projet est en cours à moyen terme et indique que Madame BERNARD a pris contact avec des entreprises et que cela sera intégré au projet de requalification du centre-village.

Vincent BERNIER

1) Nous avions demandé lors du conseil du 19 décembre à rencontrer les nouveaux employés municipaux venant de l'association Charlie Chaplin. Selon nos informations, un repas du personnel a eu lieu vendredi 3 février à 19h00 avec les membres de la majorité municipale. Il s'agit d'une belle occasion manquée pour une rencontre avec tous les élus dans un cadre agréable. L'opposition municipale n'ayant pas été invitée (hormis honteusement juste avant le début du repas dans des conditions rocambolesques), pouvez-vous nous expliquer en quel nom a été faite l'invitation ? Au nom de l'association de la majorité municipale ? Ceci nous semblant assimilable à une réunion privée, qui a pris en charge les frais de la soirée ? L'association de la majorité municipale ?

Laurence BUDELOT indique que l'invitation était au nom de la municipalité et indique que les invitations ne sont pas parties.
Elle précise que la Directrice Générale des Services a essayé de joindre les membres de la minorité municipale tardivement et qu'elle a réussi à joindre deux personnes dont une qui est venue
Laurent BÉGOT indique qu'il a répondu qu'il viendrait éventuellement en fonction de son emploi du temps et qu'il n'a pas confirmé.
Vincent BERNIER dit que cette réponse n'est pas solide et que la thèse de l'erreur ne fonctionne pas.
Gérard BOULANGER précise que lors d'un bureau municipal rassemblant le maire et les six adjoints, 6 personnes ont voté pour la participation de l'opposition à la fête du personnel et une personne « contre ». Il dit qu'il comprend la colère de Vincent BERNIER.
Jean-Michel LEMOINE précise que ce n'est pas une volonté de la majorité de ne pas inviter l'opposition.
Marie-José BERNARD indique que tout le monde a voté pour l'envoi d'invitations à l'opposition.
Vincent BERNIER répond qu'il y a deux versions puisque Gérard BOULANGER a expliqué qu'il y avait eu un vote « contre ». Il demande à Marie-José BERNARD ce qu'elle a voté.
Jean-Michel LEMOINE répond que le vote est secret.

2) La commune a diffusé des informations erronées sur la collecte des déchets verts en page 8 du dernier bulletin municipal. Pour l'écrasante majorité des ménages, il n'est pas possible d'avoir de sacs pour la collecte car il faut pour cela réunir des conditions très restrictives, comme par exemple l'impossibilité d'avoir des bacs chez soi (aucun bac, ni le vert, ni le jaune). Hors de ce cas rarissime, comme le prévoit le règlement de collecte, « pour la collecte des déchets végétaux, seuls les bacs dédiés aux déchets végétaux seront collectés ». En outre, les fagots seront ramassés uniquement s'ils sont accompagnés du bac (même vide, il faut que le bac soit présent sinon les fagots ne seront pas ramassés). Par ailleurs, la limite à 10 sacs évoquée n'existe pas dans le règlement.

REÇU EN PREFECTURE
le 20/04/2023
Application agréée E-legalite.com
99_DE-091-219106499-20230417-2023_021-DE

Pourriez-vous publier un erratum détaillant précisément les conditions de la collecte des déchets végétaux, tout en précisant que la CCVE contraint les citoyens à l'acquisition d'un bac dédié pour 27,50€ et que chaque levée coûte 3,66€ ?

Marie-José BERNARD indique qu'un erratum sera fait.

3) Pourriez-vous indiquer au prestataire de la commune qui se permet des remarques gratuites et déplacées sur les réseaux sociaux qu'il y a un minimum de décence à observer quand on est dans sa situation ?

Laurence BUDELOT indique qu'elle rappellera au prestataire d'être vigilant. Elle indique que qu'elle ne maîtrise pas ce que les gens peuvent poster sur les réseaux sociaux.

23h34 la séance est suspendue

23h40 – Reprise de la séance

4) Serait-il possible de faire respecter à l'avenir l'article 15 du règlement intérieur du conseil municipal qui prévoit que les tribunes des groupes d'élus dans le bulletin d'informations municipales contiennent au maximum 1 500 signes (espaces compris)

Laurence BUDELOT indique que le nombre de caractères n'était pas vérifié et que le règlement sera appliqué.

5) Une fois de plus, ce conseil municipal du 27 mars a été fixé un lundi. Pour la deuxième fois consécutive, notre réunion chevauche une commission communautaire prévue juste avant. Cette fois, c'est une situation particulièrement regrettable puisque c'est notamment le budget qui est à l'ordre du jour des deux réunions. Serait-il possible de revenir au mercredi pour les conseils municipaux, comme cela était traditionnellement le cas ?

Laurence BUDELOT indique que les plannings sont fixés en fonction des obligations du maire et qu'il est difficile de modifier le jour de conseil.
Vincent BERNIER précise que les réunions de la CCVE se déroulent essentiellement les lundis et mardis.

Chantal MASSILAMANY

1) Pourriez-vous nous communiquer une estimation approximative du coût de la cérémonie des vœux du mois de janvier (restauration, matériel, personnel) ?

Marie-José BERNARD précise que l'objectif de la cérémonie des vœux est de créer un moment festif tout en diffusant des messages clés et se projeter sur l'avenir.
Elle indique les dépenses suivantes :
Impression carte de vœux : 3 135€
Décoration : 273€
Traiteur : 6 795€
Pour un total de 10 203€

2) En ce début d'année, un incendie a eu lieu à la crèche. Pouvez-vous nous faire un point de situation ? Les assurances sont-elles prendre en charge les sinistres ? Les enfants sont-ils en sécurité à la crèche ? Quand prévoyez-vous de réaliser l'accès par la rue du Four à pain ?

Laure VIEIRA indique que l'incendie provient d'un convecteur qui est accroché au mur situé dans la section des grands. Elle indique qu'actuellement les « grands » sont accueillis au PAM le temps de faire les travaux.
Elle précise que la PMI a autorisé la réouverture de la structure et que les enfants sont en sécurité suite au passage d'un expert.
Elle dit que la prise en charge par les assurances est en cours de traitement.
Laurence BUDELOT dit que la structure est enclavée et que s'il était possible de préempter les deux terrains entre le parking rue du Four à Pain, il pourrait être envisagé de prévoir un accès plus sécuritaire.

REÇU EN PREFECTURE
le 20/04/2023
Application agréée E-legalite.com
99_DE-091-219106499-20230417-2023_021-DE

3) Pouvez-vous nous faire une synthèse depuis 2022 des arrivées et des départs des personnels des services techniques ? Pouvez-vous nous en expliquer les causes de chaque départ ?

Laurence BUDELOT répond qu'il y a deux mobilités professionnelles et un départ pour convenance personnelle.

4) Le directeur des services techniques a-t-il supervisé le cahier des charges de la couverture du terrain de tennis ?

Gérard BOULANGER indique que l'ancien directeur des services techniques a supervisé le cahier des charges et que la mairie est accompagnée d'un bureau d'étude.
Laurence BUDELOT précise qu'une personne qualifiée du bureau de l'association de technique a collaboré au cahier des charges.

Laurent BEGOT

1) Malgré la campagne de rebouchage des nids de poule, la voirie est de plus en plus dégradée. Avez-vous réfléchi à des investissements pour améliorer l'état des routes les plus dégradées, y compris hors du centre-bourg ?

Laurence BUDELOT indique qu'un contrat voirie va être établit pour les rues hors centre-ville.
Sophie MERCIER indique un montant de 60 000€ budgété.

2) Nous avons noté une amélioration des conditions de jeu sur le terrain de foot en herbe. Est-il prévu d'autres mesures pour continuer à améliorer la situation ? Avez-vous un projet pour la réfection d'un terrain de foot ? Si oui, avez-vous une date prévisionnelle d'achèvement ?

Gérard BOULANGER répond que la municipalité travaille sur l'éventualité d'un terrain synthétique.

3) Avez-vous un planning prévisionnel des prochaines étapes de la refonte du centre-bourg ? Qu'en est-il de la réflexion sur les sens de circulation ? Pensez-vous lancer une expérimentation prochainement ?

Laurence BUDELOT indique que la prochaine étape est la finalisation du cahier des charges, afin de proposer deux croquis aux Vertois.
Elle dit que les points positifs des deux projets seront ensuite fusionnés pour présenter un projet final courant l'automne 2023.
Elle précise que le sens de circulation unique de la rue général Leclerc en direction d'Intermarché a été acté pour garantir la sécurité des piétons et un trottoir PMR
Elle dit que le sens de circulation rue de la ferme et ruelle Pichot n'a pas encore été acté.
Elle ajoute qu'un feu tricolore en amont de la rue du Bouchet sera mis en place et que l'accès de la départemental en direction de la rue Pasteur ne pourra se faire que pour les riverains.

**Fin de séance : 00h05**

NB : Conformément à l'article L.2121-15 du CGT, la teneur des discussions au cours de la séance a été retranscrite au procès-verbal.
La retranscription précise de certains échanges est inscrite à la demande des élus qui ont à leur charge la transmission en format numérique de leur discussion.

Le Maire,
Laurence BUDELOT

Le secrétaire,
Denis BOULANGER

REÇU EN PREFECTURE
le 20/04/2023
Application agréée E-legalite.com
99_DE-091-219106499-20230417-2023_021-DE

**Liste d'émargement**
**Conseil municipal du 27-03-2023 à 20h00**

**Secrétaire de Séance :** **Séance levée à** 00h06

| Prénoms NOMS | SIGNATURES | POUVOIRS |
|---|---|---|
| Laurence BUDELOT | | |
| Jean-Michel LEMOINE | | |
| Marie-José BERNARD | | |
| Vincent MERCIER | | |
| Laure VIEIRA | | |
| Gérard BOULANGER | | |
| Jennifer ARNAUD | | |
| Arnaud DALMAI | | |
| Patricia AUER | | |
| Denis BOULANGER | | |
| Audrey L'HER | | |

REÇU EN PREFECTURE
le 20/04/2023
Application agréée E-legalite.com
99_DE-091-219106499-20230417-2023_021-DE

| NOMS Prénoms | SIGNATURES | POUVOIRS |
|---|---|---|
| David DUNEAU | Absent excusé | |
| Eliane ZENERE | | |
| Miguel PAIVA | | |
| Sylviane MAZET | | |
| Daniel ROUM | | |
| Sophie MERCIER | | |
| Olivier HOURDOU | Absent. | |
| Odile BEOT | | |
| Vincent BERNIER | | |
| Chantal MASSILAMANY | | |
| Laurent BEGOT | | |
| François Jean LEROY | | |